

Comment la France veut convaincre l'Europe de se réindustrialiser

Les délocalisations de nombreuses industries font peser sur la France le risque de pénuries dans plusieurs secteurs-clés pour son économie. L'Hexagone souhaite profiter de la présidence de l'Union européenne pour amorcer une vague de relocalisations.

Temps de lecture : minute

14 janvier 2022

L'Europe est "*peut-être allée trop loin dans les délocalisations industrielles*" mais a pris conscience de l'importance de la souveraineté industrielle lors de la pandémie de Covid-19, a déclaré jeudi le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire devant un parterre de hauts responsables européens à Paris. "*Nous nous sommes aperçus que nous étions peut être allés trop loin dans les délocalisations industrielles, nous étions allés trop loin dans l'abandon de notre souveraineté économique, nous étions allés trop loin dans le partage de la valeur mondiale, avec une idée désormais dépassée que tout ce qui peut se produire moins cher doit se produire ailleurs*" , a affirmé le ministre, à l'ouverture d'une conférence européenne sur la souveraineté industrielle à Bercy, avec notamment le vice-président de la Commission Maros Sefcovic.

Le ministre, qui s'exprimait dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, a fait référence à certaines pénuries ayant affecté le Vieux continent au plus fort de la pandémie, des masques FFP2 aux principes actifs de médicaments en passant par les semi-conducteurs présents dans les voitures, et encore soumis aujourd'hui à une énorme tension sur le marché mondial. "*Nous avons compris que la souveraineté*

avait un prix et qu'il était bon de le payer" , a dit le ministre. "Non seulement ça n'a pas de sens de délocaliser une production pour gagner un centime d'euro par pièce, ça n'a pas de sens économique, mais c'est coûteux socialement et c'est exorbitant du point de vue environnemental" , a-t-il poursuivi, soulignant que l'Europe entendait bâtir "un nouveau modèle économique" et ne voulait plus "la croissance pour la croissance"



À lire aussi

Pourquoi l'industrie 4.0 est aussi une révolution sociétale

À l'heure des pénuries et des chaînes d'approvisionnement perturbées, la France veut profiter de sa présidence européenne tournante pour accélérer plusieurs gros projets d'investissements permettant aux États membres de déroger aux règles de la concurrence en subventionnant directement des industries d'avenir stratégiques, afin de concurrencer les

géants américains et chinois par l'émergence de champions continentaux. Ces projets, qui seront financés via un instrument européen au nom barbare de "Piiec" - que Bruno Le Maire a proposé de rebaptiser - portent sur les domaines de l'hydrogène, la santé, le cloud, l'électronique (semi-conducteurs) et les batteries électriques. Sur le dossier déjà bien avancé des batteries, qui a fait l'objet d'un premier Piiec, Bruno Le Maire a fait état de 60 milliards d'euros dégagés représentant 70 projets industriels, dont celui de l'usine prévue à Douvrin dans le nord de la France, "*dont la première pierre sera posée dans les prochains mois*".

Le gouvernement avait également lancé en 2020 le plan (Re)localisation afin de soutenir l'autonomie et la résilience de l'industrie française. Doté d'un budget initial de 850 millions d'euros, ce soutien s'est orienté vers des secteurs jugés critiques : santé, agroalimentaire, électronique, intrants essentiels à l'industrie, télécommunications. En parallèle, un fonds d'accélération des investissements industriels dans les territoires (de 850 millions d'euros également) avait de son côté pour ambition de financer des projets industriels structurants pour les territoires.

Maddyness avec AFP

Article écrit par Maddyness avec AFP